

Une guerre perdue

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Titre(s) : Une guerre perdue [Texte imprimé] : la France au Sahel / Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Auteur(s) : Pérouse de Montclos, Marc-Antoine (1967-....)

Publication : Paris : JC Lattès, DL 2020

Fabrication / Impression : Paris : JC Lattès

Description matérielle : 1 vol. (311 p.) ; 22 cm

ISBN : 978-2-7096-6603-9

EAN : 9782709666039

Autres classifications : 320

Classification décimale Dewey : 363.325 096623 23

Résumé ou extrait : François Hollande avait annoncé que la France n'interviendrait pas au Mali. L'objectif était seulement d'appuyer une éventuelle opération de paix des Nations-Unis pour rétablir l'ordre à Bamako où des mutins avaient pris le pouvoir. Un mois plus tard l'armée française intervient. L'auteur, chercheur, spécialiste des questions africaines et du djihadisme, écoute les partisans de l'opération Serval, les discours, les déclarations d'intention qui balaient toute critique, tout scepticisme. Or pour Marc-Antoine de Montclos il y a tout de suite un risque de retour aux grandes heures de la Françafrique, un risque d'enlèvement, un danger extrême pour une ancienne puissance coloniale à se substituer à l'Etat et à l'armée maliens. Il suit tout le déroulement de l'opération depuis 2013 : l'intervention aurait dû être courte, elle s'éternise et avec des effets dévastateurs. Les fondements de l'intervention au Mali font débat. Le récit officiel veut que, le 7 janvier 2013, des pickups chargés de djihadistes se soient ébranlés en direction de Konna. On sait que les combattants viennent du Nord du Mali où ils se sont emparés de Tombouctou, Gao et Kidal quelques mois plus tôt. Il faut agir, dit-on, sinon Bamako pourrait tomber et puis Niamey, Ouagadougou, Nouakchott... Tout le « Sahélistan » serait aux mains des fous de Dieu. La France est la seule à intervenir. Pour quel bilan ? Les mouvances djihadistes ont proliféré et étendu leurs actions, les violences intercommunautaires se sont multipliées, le banditisme. Que doit faire l'armée française ? Rester en vain sans améliorer la situation ? Se retirer pour se dédouaner de toute responsabilité dans les événements en cours ?

François Hollande avait annoncé que la France n'interviendrait pas au Mali. L'objectif était seulement d'appuyer une éventuelle opération de paix des Nations-Unis pour rétablir l'ordre à Bamako où des mutins avaient pris le pouvoir. Un mois plus tard l'armée française intervient. L'auteur, chercheur, spécialiste des

questions africaines et du djihadisme, écoute les partisans de l'opération Serval, les discours, les déclarations d'intention qui balaient toute critique, tout scepticisme. Or pour Marc-Antoine de Montclos il y a tout de suite un risque de retour aux grandes heures de la Françafrique, un risque d'enlèvement, un danger extrême pour une ancienne puissance coloniale à se substituer à l'Etat et à l'armée maliens. Il suit tout le déroulement de l'opération depuis 2013 : l'intervention aurait dû être courte, elle s'éternise et avec des effets dévastateurs. Les fondements de l'intervention au Mali font débat. Le récit officiel veut que, le 7 janvier 2013, des pickups chargés de djihadistes se soient ébranlés en direction de Konna. On sait que les combattants viennent du Nord du Mali où ils se sont emparés de Tombouctou, Gao et Kidal quelques mois plus tôt. Il faut agir, dit-on, sinon Bamako pourrait tomber et puis Niamey, Ouagadougou, Nouakchott' Tout le Sahélistan serait aux mains des fous de Dieu. La France est la seule à intervenir. Pour quel bilan ' Les mouvances djihadistes ont proliféré et étendu leurs actions, les violences intercommunautaires se sont multipliées, le banditisme. Que doit faire l'armée française ' Rester en vain sans améliorer la situation ' Se retirer pour se dédouaner de toute responsabilité dans les événements en cours '

Sujet(s) : Relations extérieures

Opération Barkhane (2014-....)

terrorisme

France

21e siècle

Sahara

Sujet - Nom commun : Opération Serval (2013-2014)

Djihadistes -- Sahel -- 1990-2020

Terrorisme islamiste -- Sahel -- 1990-2020